

# DROIT ADMINISTRATIF

N° 1 - JANVIER 2008

47<sup>E</sup> ANNÉE - ISSN 0419-7461

*Notamment ce mois-ci :*

## > REPÈRE

### 1 Collectivités territoriales

Les SEM, inépuisable objet juridique

par Jean-Bernard AUBY (p. 1)

## > COMMENTAIRES

### 3 Domaine

Domaine public

par Fabrice MELLERAY (p. 34)

### 5 Expropriation

Rétrocession

par Jacques JUNILLON, ancien avoué, professeur associé à la faculté de droit de l'université Jean Moulin (Lyon III) (p. 36)

### 8 Procédure

Transaction

par Florence NICOUD, docteur en droit, chargée d'enseignement à l'université de Haute-Alsace, CÉRDACC (p. 38)

### 13 Services publics et réglementations

Actionnariat des personnes publiques

par Michel BAZEX et Sophie BLAZY (p. 45)

SOUS LA DIRECTION DE :

Jean-Bernard AUBY

COMITÉ DE RÉDACTION :

Michel BAZEX, Paul LIGNIÈRES, Fabrice MELLERAY,  
Alain MÉNÉMÉNIS, Rozen NOGUELLOU

Repère 1

Alertes 1 à 5

Chronique 1

Études 1 à 2

Commentaires 1 à 13

## Police

### 2 Le pouvoir de substitution d'action du préfet en matière de police administrative n'engage que rarement la responsabilité de l'État

Étude par Frédéric DIEU,

commissaire du gouvernement près le tribunal administratif de Nice (p. 23)

L'exigence d'une faute lourde en matière d'engagement de la responsabilité de l'État à raison de l'exercice ou du non-exercice par le préfet de son pouvoir de substitution d'action est justifiée par la compétence résiduelle du préfet en matière de police municipale et le principe de libre administration des collectivités territoriales.

## Référé

### 1 Le référé-provision administratif : référé ou procédure de jugement rapide ?

Étude par Sébastien PLATON, ATER à l'université Montesquieu Bordeaux IV (p. 13)

## Droit Administratif

### 1 La jurisprudence administrative de la Cour suprême américaine d'octobre 2006 à juin 2007

Chronique par Dominique CUSTOS, professeure à l'université de Caen, détachée à l'université de Loyola de la Nouvelle-Orléans (p. 7)

# Sommaire

## P. 1 Repère

Les SEM, inépuisable objet juridique ..... n° 1

## P. 3 Alertes

n° 1 à 5

## P. 7 Chronique

La jurisprudence administrative de la Cour suprême américaine d'octobre 2006 à juin 2007 ..... n° 1

## P. 13 Études

Le référé-provision administratif : référé ou procédure de jugement rapide ? ..... n° 1

Le pouvoir de substitution d'action du préfet en matière de police administrative n'engage que rarement la responsabilité de l'État ..... n° 2

## Commentaires

### P. 32 Aide et action sociales

#### ● Personnes âgées

La somme minimale devant être laissée à la disposition des personnes âgées hébergées dans des établissements ..... n° 1

### P. 33 Contrats

#### ● Marchés

Droit communautaire : les marchés non soumis à concurrence sont parfois soumis à des impératifs de transparence ..... n° 2

### P. 34 Domaine

#### ● Domaine public

L'installation de radars par l'État sur le domaine public routier des collectivités territoriales ne peut être soumise au paiement d'une redevance ..... n° 3

### P. 35 Enseignement

#### ● Laïcité

Les signes religieux dans les établissements d'enseignement ..... n° 4

## P. 36 Expropriation

### ● Rétrocession

L'inutilisation partielle d'une parcelle expropriée n'ouvre pas droit à rétrocession ..... n° 5

## P. 37 Procédure

### ● Compétence administrative ou judiciaire

La durée excessive d'une procédure qui s'est déroulée devant les deux ordres de juridictions ..... n° 6

Emprise et voie de fait ..... n° 7

### ● Transaction

L'impossibilité de renoncer par transaction à exercer le recours pour excès de pouvoir ..... n° 8

### ● Autorisation de plaider

Impossibilité d'obtenir l'autorisation d'agir au civil contre un agent auteur d'une faute personnelle ..... n° 9

### ● Incidents

Inscription de faux : le juge administratif toujours compétent ..... n° 10

### ● Cassation

Le contrôle de cassation du prononcé d'une amende pour recours abusif ..... n° 11

### ● Recours pour excès de pouvoir

Élargissement de la recevabilité des recours en matière pénitentiaire ..... n° 12

## P. 45 Services publics et régulations

### ● Actionnariat des personnes publiques

La nécessaire conciliation entre le statut de l'actionnariat public et le principe communautaire de la libre circulation des capitaux ..... n° 13

# Index

## Aide et action sociales

Personnes âgées ..... comm. 1

## Collectivités territoriales

Régions ..... alerte 2

Société d'économie mixte locale ..... repère 1

## Compétence administrative ou judiciaire

Durée excessive d'une procédure ..... comm. 6

Voie de fait ..... comm. 7

## Contrats

Marchés publics ..... comm. 2

## Domaine public

Radars automatiques ..... comm. 3

## Droit administratif

Droit administratif américain ..... chron. 1

## Droit communautaire

Aides d'État ..... alerte 3

Contrats publics ..... alerte 1

## Enseignement

Laïcité ..... comm. 4

## Entreprises publiques

Actionnariat des personnes publiques ..... comm. 13

## Expropriation

Rétrocession ..... comm. 5

## Marché public

Accès des PME aux marchés publics ..... alerte 5

## Police

Pouvoir de substitution du préfet ..... étude 2

## Procédure

Amende pour requête abusive ..... comm. 11

Autorisations de plaider ..... comm. 9

Incidents ..... comm. 10

Inscription de faux ..... comm. 10

Transaction ..... comm. 8

## Recours pour excès de pouvoir

Actes susceptibles de recours ..... comm. 12

## Référé

Référé provision ..... étude 1

## Réforme de l'État

Conseil de modernisation des politiques publiques ..... alerte 4